

Introduction

En écrivant la *Guerre du Péloponnèse*, Thucydide est le premier auteur à tenter de comprendre les relations internationales. Alors que ses prédécesseurs, Hérodote ou Homère, privilégiaient l'anecdote et le mythe pour comprendre l'histoire, il explique l'affrontement entre Athènes et Sparte par le choc de leurs intérêts et une forme de fatalité propre aux rapports entre États. Pour cette raison, Thucydide est considéré comme le père d'une approche réaliste des relations entre États.

Mais Thucydide lui-même – et la modernité après lui – a fourni d'autres clés pour éclairer la scène internationale. Pour débrouiller ce chaos d'événements qu'évoquera, bien après lui, Shakespeare dans *Macbeth*, « *a tale told by an idiot, full of sound and fury, signifying nothing* »¹, il invoque également les différences idéologiques, évidentes dans le cas grec, entre Athènes la démocratique et l'autoritaire Lacédémone, la compétition pour les ressources économiques ou encore les différences culturelles entre Doriens et Ioniens.

En ce sens, la théorie des relations internationales ressemble à la philosophie. Elle cherche, comme elle, à expliquer le réel par un facteur dominant pour, par la suite, le dominer ou le transformer. Si, selon le mot fameux de Whitehead², la tradition philosophique n'est qu'un long commentaire de bas de page des œuvres de Platon, les théories des relations internationales poursuivent ou contestent l'approche, fondatrice, du réalisme de Thucydide.

Les théories statiques : réalisme et approche culturaliste

A. Les courants réalistes

1. Le réalisme classique

Le courant réaliste est statique dans la mesure où, à l'image de Machiavel dans l'analyse du pouvoir (*Le Prince*, 1513), il cherche à décrire la simple réalité des relations internationales, sans volonté de les améliorer. Les relations entre États, à l'instar des rapports entre les hommes, sont marquées par la « guerre de tous contre tous » au sens de Thomas Hobbes. Dans cette société internationale où

1. « Une histoire racontée par un imbécile, pleine de bruits et de fureurs, ne signifiant rien ».

2. « *The safest general characterization of the European philosophical tradition is that it consists of a series of footnotes to Plato* » in Alfred North WHITEHEAD, *Process and reality*, 1929.

« l'homme est un loup pour l'homme », il n'est d'autre attitude à tenir pour les États, ces « monstres froids » (de Gaulle), que de mener une politique de force (*Machtpolitik*). Politique prudente néanmoins, qui doit moins chercher à imposer ses valeurs à l'adversaire qu'à trouver avec lui une forme de cohabitation.

Thucydide a énoncé le premier ce postulat réaliste dans le dialogue mélien¹. Vers 416 avant J.-C., les Athéniens exigent des habitants de Mélos qu'ils se soumettent sous peine d'être exterminés. Écartant les habillages moraux, ils commencent par un rappel à la réalité: « [...] de notre côté, nous n'emploierons pas de belles phrases. Nous ne soutiendrons pas que notre domination est juste parce que nous avons défait les Mèdes... »². Puis, ils expliquent pourquoi leur faiblesse impose aux Méliens, s'ils sont rationnels, de céder aux prétentions d'Athènes: en ce monde, « les forts font ce qu'ils peuvent et les faibles subissent ce qu'ils doivent ». Comme les représentants de Mélos invoquent les dieux, les Athéniens terminent le débat en soulignant que « les dieux, d'après notre opinion, et les hommes, d'après notre connaissance des réalités, tendent, selon une nécessité de leur nature, à la domination partout où leurs forces prévalent. Ce n'est pas nous qui avons établi cette loi et nous ne sommes pas non plus les premiers à l'appliquer. Elle était en pratique avant nous; elle subsistera à jamais après nous. Nous en profitons, bien convaincus que vous, comme les autres, si vous aviez notre puissance, ne vous comporteriez pas autrement ».

Une des figures majeures du courant réaliste moderne est le Britannique Edward H. Carr. Il n'est pas le premier à développer une approche réaliste des relations internationales contemporaines. Au XIX^e siècle déjà, les partisans du réalisme reprochent leur naïveté aux révolutionnaires romantiques, qui ont cru pouvoir réaliser l'unité allemande ou italienne sans s'appuyer sur les États (Prusse pour la première, Piémont pour la seconde). Carr vise, quant à lui, les utopistes qui ont mis en place une société des nations (SDN) incapable de résoudre les crises de l'après Première Guerre mondiale³. Soucieux de tenir compte des intérêts de la puissance allemande, il défend la politique d'*appeasement* vis-à-vis d'Hitler. Il montre, après 1945, une mansuétude similaire envers l'URSS. Un autre représentant du réalisme, l'Américain Reinhold Niebuhr⁴, formule lui aussi d'acribes critiques envers le pacifisme, illustré par le pacte Briand Kellog de 1928, qui met, de manière un peu naïve, la guerre « hors la loi ».

2. Le néo-réalisme

Mais c'est Hans Morgenthau qui est considéré comme le véritable fondateur de l'école réaliste contemporaine. À ses yeux, le réalisme n'est pas dicté par une forme de pessimisme moral mais plutôt fondé sur une description objective des intérêts des

1. THUCYDIDE, *La guerre du Péloponnèse*, Paris, 1964.

2. Référence aux Perses (Mèdes) que les Grecs, et au premier chef Athènes, avaient repoussé lors des guerres médiques.

3. E.H. CARR, *The Twenty Year's Crisis*, 1939.

4. Reinhold NIEBUHR, *The Irony of American History*, 1952.

États, qui poursuivent tous un même but, la recherche de la puissance¹. Morgenthau inspire, après 1945, la politique étrangère des États-Unis. À ceux qui préconisent un *roll back*, une reconquête des territoires passés sous la domination communiste, il oppose la nécessité de ne pas réchauffer la guerre froide avec l'URSS. Il est ainsi à l'origine du concept, très conservateur, du *containment* (« endiguement »), choisi par le président Truman. Pour les mêmes raisons, Morgenthau est, dans les années 1960, un adversaire de l'engagement des États-Unis au Viêt Nam. Le secrétaire d'État de Nixon, Henry Kissinger, est à bien des égards un disciple de Morgenthau.

Compte tenu de l'échec de la SDN à maintenir la paix dans l'Entre-deux-Guerres, le réalisme a connu, après 1945, une forte popularité chez les théoriciens des relations internationales. Nombre d'entre eux, qui avaient eu à souffrir personnellement des persécutions hitlériennes, en ont tiré la conclusion qu'une politique morale et pacifique, cherchant avant tout la paix, comme celle, pratiquée par le Français Daladier ou le Britannique Chamberlain, de *l'appeasement*, n'avait finalement débouché sur rien d'autre qu'un conflit plus cruel encore. Il est ainsi vain de refuser la guerre, les relations internationales étant avant tout caractérisées par cet affrontement entre États. L'école réaliste connaît un succès constant pendant toute la période de la guerre froide, où sa grille d'analyse est particulièrement pertinente. Toutefois, pendant les années 1960, ses prérequis, jugés plus moraux que statistiques, sont remis en question.

Une forme nouvelle de réalisme, l'école néo-réaliste, tente alors de répondre à ces objections. Elle reformule le postulat classique de Thucydide en tentant d'écarter son pessimisme moral au profit d'une analyse structurelle de la société internationale. Kenneth Waltz remarque ainsi qu'il existe de grandes similarités entre l'opposition de Sparte et d'Athènes dans l'Antiquité, et de l'URSS et des États-Unis à l'époque contemporaine². Elles s'expliquent, à ses yeux, par les contraintes de l'ordre international. Marqué par l'anarchie, l'absence totale d'autorité, celui-ci oblige les acteurs que sont les États à rechercher, avant tout, la sécurité. Ce « dilemme de sécurité » transforme leur manière de voir le monde : un effort de guerre chez l'adversaire est immédiatement perçu comme une menace, ce qui nourrit la course aux armements et, parfois, la guerre. Le conflit est alors la forme naturelle des rapports dans la société internationale.

B. L'approche culturaliste

1. Cultures et religions

L'approche culturaliste des relations internationales constitue une autre école de statisme. Pour les tenants de cette thèse, c'est moins la nature humaine ou l'anarchie propre à la société internationale qui expliquent les rapports conflictuels entre

1. Hans MORGENTHAU, *Politics among nations*, 1948.

2. Kenneth WALTZ, *Theory of international politics*, 1979.

États que le poids des cultures et des religions. Elle est fort ancienne puisque le père de l'histoire, Hérodote, fait justement de l'affrontement entre Grecs et barbares perses la clé d'explication des guerres médiques. Compte tenu de la pesanteur des cultures, qui s'imposent aux individus et ne changent qu'avec une extrême lenteur, les relations internationales sont condamnées à demeurer un espace conflictuel, sauf à imaginer l'hypothétique triomphe d'une culture universelle. Il s'agit donc, comme pour l'école réaliste, d'une vision assez pessimiste de l'ordre international.

L'Antiquité polythéiste est, dans l'ensemble, marquée par une assez grande tolérance religieuse. Au Moyen Âge en revanche, la création des sphères culturelles chrétiennes et musulmanes explique bon nombre de conflits, des Croisades à l'expansion de l'Empire ottoman. L'Église catholique a pu développer ce type de conceptions jusqu'au xx^e siècle. Elle s'est montrée aussi méfiante envers les pays protestants que vis-à-vis des citadelles orthodoxes. Elle n'a établi des relations diplomatiques avec les États-Unis qu'en 1984 et avec la Russie qu'en 2009. L'islamisme radical adopte un point de vue similaire quand il distingue la terre de l'islam (*dar al islam*) et le « domaine de la guerre » (*dar al harb*), peuplé d'infidèles, où le djihad doit être mené en vue de leur conversion.

Les thèses culturalistes ont connu un regain d'intérêt après le 11 septembre 2001. Al-Qaïda présentant en effet les attentats perpétrés aux États-Unis comme une forme de lutte contre les « croisés », l'idée d'un « choc des civilisations » semblait plausible. Ces événements ont poussé Samuel Huntington à résumer cette conception culturaliste dans sa vision d'un monde divisé en grandes zones de civilisation, rivales et relativement homogènes, où le danger essentiel vient de la volonté expansionniste de l'islam¹.

2. Les « races » et les opinions

On pourrait rattacher à ce courant « culturaliste » l'approche des relations internationales développée par l'école constructiviste. Avec un auteur tel que Nicholas Onuf, elle s'attache à critiquer le réalisme en insistant sur le rôle des perceptions dans les décisions prises par les États. Ainsi, une hausse des dépenses militaires n'est pas perçue de la même manière, et n'implique pas le déclenchement d'une course aux armements, voire d'un conflit éventuel, selon qu'elle est décidée par Cuba, un État avec lequel Washington a une relation tourmentée depuis la révolution castriste de 1959, ou par le Canada, qui est un allié proche des États-Unis.

On peut également ranger dans ce courant l'approche ethnique ou raciale des relations internationales. Dès l'Antiquité, Thucydide invoque le facteur ethnique, en l'occurrence les divers groupes linguistiques grecs, pour expliquer la solidarité des Ioniens avec Athènes et des Doriens avec Sparte. À la fin du xix^e siècle, la montée des théories racistes justifie l'impérialisme colonial par le devoir des « races supérieures » (Jules Ferry) d'éduquer les peuples indigènes ou encore expliquer

1. Samuel HUNTINGTON, *Le choc des civilisations*, 1993.

par la communauté de langue l'alliance des peuples anglo-saxons, par exemple le rapprochement anglo-américain¹. Dans l'Allemagne nazie, la politique étrangère est dictée par une interprétation de l'histoire comme une « guerre des races » entre les Germains, voués à la conquête à l'est d'un « espace vital » (*Lebensraum*), et les autres groupes vus comme des concurrents, tels les Juifs ou les Slaves².

Karl Schmitt, qui fut un juriste très proche de l'extrême droite allemande et du parti nazi, a proposé une vision des relations internationales qui, sans être directement racialisée, est inspirée par les conceptions nationalistes d'une Europe agressée par l'Amérique³. Pour Schmitt, le droit est fondé sur la distinction entre l'ami et l'ennemi. Les États-Unis, qui se sont engagés dans une politique impérialiste avec la définition de la doctrine Monroe, imposent leurs vues à l'Europe depuis le traité de Versailles.

Les théories dynamiques : libéralisme et marxisme

A. L'école libérale

1. La fin des conflits

L'école libérale des relations internationales prend sa source dans la philosophie chrétienne de l'histoire. Alors que les Grecs, comme Hésiode, avaient, à l'image des Athéniens, une conception cyclique et finalement immuable de la marche des temps, le christianisme introduit l'idée d'un progrès dans l'histoire. L'expansion progressive de la foi chrétienne mène, à la fin des temps, à la Parousie, le retour du Christ sur terre. C'est la conception linéaire et progressiste de Bossuet qui, dans son *Discours sur l'histoire universelle* (1681), interprète la chute des empires à la lumière des desseins de Dieu.

Dans la pensée chrétienne, l'histoire des relations internationales n'est donc pas condamnée au conflit perpétuel. Les conflits armés doivent être limités par la théorie de la guerre juste, dont les critères sont définis par saint Thomas d'Aquin. Plus profondément, la christianisation progressive des sociétés est le moyen de mettre fin aux guerres. Dans la *Cité de Dieu*, saint Augustin critique ainsi la civilisation romaine, qui vient de subir un rude coup avec la prise et le sac de la ville capitale en 410. Alors qu'Eusèbe de Césarée avait identifié la croissance de Rome à celle de la religion chrétienne, l'évêque d'Hippone prend ses distances avec ce parallélisme et s'efforce de rassurer les fidèles : c'est à la fin des temps que l'État chrétien, la cité terrestre, se rapprochera de cette situation idéale qu'est la cité divine.

-
1. Ce dont se moquait Oscar Wilde dans son célèbre adage selon lequel l'Amérique et l'Angleterre sont « séparés par une langue commune ».
 2. Johan CHAPOUTEAU, *Penser et agir en nazi*, Paris, 2014.
 3. Karl SCHMITT, *Le Nomos de la terre*, 1950.

Au XVIII^e siècle, cet optimisme chrétien se laïcise avec la théorie de la paix démocratique. Pour Montesquieu, le « doux commerce » doit permettre de réduire les tensions entre États car, avec l'accroissement de la prospérité mutuelle, le coût des conflits devient dissuasif. L'essor de la paix entre États est donc étroitement lié aux progrès de l'économie capitaliste. De même, la Révolution française, qui exporte le modèle démocratique, croit qu'une Europe de républiques sera pacifique. L'idée qu'une société internationale, formée de démocraties, ne peut que produire de la paix pourvu qu'elle soit régulée par un arbitre supérieur, est partagée par les jeunes États-Unis du président Wilson. La paix de Versailles, en 1919, est l'occasion de redéfinir les frontières européennes en appliquant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et en répandant le système démocratique à la place des empires autoritaires.

2. Le dépassement de l'ordre westphalien

Sous la Régence, l'abbé de Saint-Pierre avait déjà imaginé un tribunal international qui mettrait fin, par l'arbitrage des conflits, aux affrontements entre États. En 1796, Kant reprend le projet de « paix perpétuelle » fondé, là aussi, sur un mécanisme de règlement des conflits. Au lendemain du premier conflit mondial, la société des nations (SDN), la *League of Nations* chère au président Wilson, est fondée dans ce but précis. L'école « anglaise » des relations internationales, illustrée par Hedley Bull¹, présuppose ainsi l'existence d'une « société » internationale: les États ne sont plus seuls dans l'état de nature. Les autres États constituent autant d'acteurs dont le fonctionnement des organisations internationales reflète les options.

L'école libérale rejoint alors l'analyse fonctionnaliste des relations internationales, qui place les organisations internationales au cœur du système. Pour le Britannique David Mitrany, les problèmes étant devenus mondiaux, leur résolution dépasse le cadre de l'État nation, qui était celui institué par les traités de Westphalie en 1648². Dans cette même veine, le néo-fonctionnalisme d'Ernest Haas insiste sur le rôle des élites dans la création d'organisations supranationales capables d'apporter des solutions novatrices aux tensions entre États³. À la manière de l'économie libérale, la constitution d'organisations internationales agit donc comme une « main invisible » et provoque le dépouillement progressif des attributs de l'État.

Ce dépassement de l'État par les organisations internationales est vu par les libéraux comme une manière de rompre le cycle éternel des rivalités géopolitiques. L'idée de la SDN après 1918 ou celle de l'ONU en 1945, ou encore la communauté économique européenne (lancement de la communauté économique du charbon et de l'acier en 1951), proviennent de cette analyse, de même que celle d'un ordre international reposant sur le droit et non les politiques de force.

-
1. Hedley BULL, *The Anarchical Society*, 1977.
 2. David MITRANY, *A working peace system*, 1943.
 3. Ernest HAAS, *The Uniting of Europe*, 1958.

Cette théorie a évidemment subi les procès en naïveté de l'école réaliste qui la juge vaine et même dangereuse (le « qui fait l'ange, fait la bête » de Pascal). Au XIX^e siècle déjà, les libéraux à l'origine du cycle révolutionnaire de 1848 avaient été taxés d'ingénuité par les partisans des États, à l'origine du terme même de *Realpolitik* (« politique du réel ») : celui-ci a été forgé par le penseur libéral allemand Ludwig von Rochau lors de son exil parisien, en 1853, et renvoie à la politique d'Otto von Bismark qui réalise l'unité allemande « par le fer et par le sang ».

B. L'école marxiste

1. Le marxisme dans les relations internationales

L'apport du marxisme à l'analyse des relations internationales est à rechercher dans le rôle de l'économie. Alors que Montesquieu y voyait un facteur de paix, le marxisme en fait une cause de conflit. À vrai dire, Karl Marx lui-même a peu analysé les rapports entre États, préférant se concentrer sur l'analyse des sociétés capitalistes, qu'il lit à la lumière d'une « lutte des classes » entre ouvriers et propriétaires. C'est ce rapport de classe qui constitue le « moteur de l'histoire ».

En revanche, ses successeurs considèrent que le capitalisme, qui cherche à conquérir de nouveaux marchés et à s'assurer des ressources à moindre coût, est la principale cause du colonialisme. C'est la thèse de Lénine dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1917). Dans cette rivalité des États, le mouvement socialiste n'a pas à choisir, son but étant la révolution pour porter la « classe ouvrière » au pouvoir. Au cours du premier conflit mondial, nombre de socialistes choisissent ainsi le pacifisme.

Avec le triomphe des bolcheviques en 1917, la situation s'inverse. Pour le mouvement communiste, il y a désormais un pays différent, l'Union soviétique, qui doit construire le « socialisme dans un seul pays » puis, dans un second temps, exporter la révolution par le biais d'une nouvelle internationale, le *Komintern*, au moment où les nations capitalistes se liguent contre elle en l'isolant par la politique du « cordon sanitaire ».

En 1945, l'URSS imposant le communisme à de nombreux États, la doctrine Jdanov énonce une nouvelle vision du monde, expliquant la guerre froide comme une lutte entre les États occidentaux, impérialistes et capitalistes, et le camp des « démocraties populaires ». Il est intéressant de rappeler que cette conception, binaire et économique, des relations internationales, se retrouve dans l'idéologie fasciste d'un ancien socialiste, Mussolini, qui voit le monde comme une lutte entre nations « prolétaires » et « ploutocratiques ».